

Devenons aujourd'hui des agents de l'Université publique

L'Université est vue ici dans son acception historique comme la communauté de ceux qui créent et partagent les connaissances et de ceux qui les reçoivent, permettant de réunir et de conjuguer les universités et l'ensemble des EPST.

Une mesure simple pour un sujet profond : reprenons en main nos missions en choisissant une affiliation commune, l'Université publique.

Depuis le 5 décembre dernier (2019), un mouvement social de grande ampleur s'organise pour lutter contre les propositions faites par le gouvernement visant au changement du système actuel des retraites pour un système par points dit universel. Dans l'enseignement supérieur et la recherche, une autre proposition fait actuellement débat. Le gouvernement appelle depuis l'an dernier à une grande loi visant à refonder notre monde académique, la loi de programmation pluri-annuelle de la recherche.

Nous, personnels mobilisés de l'enseignement supérieur et de la recherche, sommes sincèrement engagés contre ces propositions de réforme pour ce qu'elles induisent sur le moyen et le long termes. De même que nous sommes engagés contre le système en place aujourd'hui régissant notre manière d'appréhender et de mener nos missions, en tant que chercheurs et enseignants-chercheurs, visant essentiellement à accroître la production scientifique, en termes quantitatifs, sans jamais (ou presque) en mesurer l'impact en utilisant des critères qualitatifs. Cette politique, développée depuis les années 2000 et sans cesse renforcée depuis, n'a rien amélioré, bien au contraire. Elle a intrinsèquement nui à nos métiers en renforçant la fragmentation de nos missions au profit, par exemple, de la quête de financements aux différents guichets qui nous sont proposés.

Dans l'esprit de cet engagement contre cette politique / idéologie pernicieuse et aliénante, nous proposons un moyen d'action dont nous, chercheurs et enseignants-chercheurs de toute discipline et de tout organisme public, pouvons nous emparer pour lutter contre la destruction programmée de la recherche publique. Là où nous avons l'habitude d'actions généralement dirigées vers l'administration et l'enseignement au temps court, ce moyen se place sur le terrain même de la recherche et s'implémente dans le temps long, quelles que soient les décisions futures qui seront prises par nos dirigeants et par leurs successeurs, et n'aura de sens que s'il est massivement adopté.

Il s'agit de remplacer systématiquement nos affiliations par une affiliation commune, comme par exemple *Université publique*. « Université » est ici à considérer dans son acception historique, l'utilisation du singulier permet de souligner cela, « publique » met en emphase notre liberté et notre indépendance.

Une telle action permet de souligner que nous sommes avant tout des agents au service de l'État (fonctionnaires ou non) et se place donc en défense du service public en général. Plus directement en lien avec l'enseignement supérieur et la recherche, elle permet de marquer un coup d'arrêt aux politiques managériales actuelles d'évaluation de nos missions, systématiquement construites sur la base d'indicateurs quantitatifs que nous réprouvons et qui, force est de constater, conduisent irrémédiablement à une transformation profonde, hautement négative, du monde académique que nous connaissons. Avec pour conséquence la prolifération des productions induisant la dispersion de l'information et la réduction de l'impact scientifique de notre pays. Avec pour conséquence toujours plus de concurrence sans état d'âme : concurrence entre universités, entre laboratoires, entre équipes, entre chercheurs et enseignants-chercheurs, alors que la démarche scientifique relève de l'intelligence collective et que les avancées notables, l'histoire des sciences en témoigne, sont, le plus souvent, le fruit de collaborations et de coopérations (inter)nationales. Ce faisant, nous avons presque anéanti la compétition saine permettant l'émulation collective aboutissant à des résultats brillants. Ceci est bien sûr porté et amplifié par le système actuel, où l'excellence dont on nous parle sans cesse a revêtu son plus sombre habit, l'élitisme qui sème et cultive l'individualisation délétère de la pratique de la recherche comme de l'enseignement.

Nous sommes convaincus que c'est justement en usant de mesures simples comme le choix d'une affiliation commune, en refusant de jouer le jeu de nos dirigeants ne nous amenant finalement qu'à comparer nos listes de publications, que nous pourrions reprendre en main nos métiers. C'est ainsi qu'ils nous réappartiendront réellement, directement et entièrement, et que nous arrêterons d'être tributaires de la vision technocratique que nous avons malheureusement acceptée dans la douceur (comme c'est souvent le cas) et à laquelle nous sommes à présent assujettis. Prenons le temps ! C'est une denrée tellement

précieuse! Le temps est le sel de la science, qui plus est un bon ami des luttes fortes et solides. Donc permettons-nous de le prendre, enfin! Et n'acceptons rien de moins que le temps qu'il nous faut pour bien faire! C'est à nous de reprendre notre liberté tant convoitée, terreau de la création et de la prise de risque si précieuses à l'exercice de nos métiers. À nous aussi de faire que nos établissements d'enseignement supérieur et de recherche redeviennent des espaces de liberté ouverts à tous. S'il est des lieux où les remises en question, les débats d'idées (politiques, sociales... et bien sûr scientifiques) devraient naître et se catalyser, ce sont bien ceux que nous occupons tous les jours. À nous de leur redonner le sens qu'ils méritent, en nous redonnant le pouvoir de le faire.

Nous concluerons simplement ainsi : **« reprenons nos missions véritables en main et redonnons ensemble (car ensemble, nous sommes forts) à tous nos organismes de recherche la beauté et l'intérêt que nous leur devons. Partageons une même affiliation, et ce pour l'intérêt collectif. »**

Nous entendons déjà d'aucuns nous dire que cette action est inutile et irresponsable. Nous en imaginons les raisons, entre la temporalité trop longue pour qu'elle ait un impact significatif et la perte directe qu'elle engendrerait sur les dotations aux laboratoires par exemple. La temporalité est justement ce qu'il faut que nous nous réappropriions, c'est la clé qu'il faut que nous retrouvions; quant aux dotations provenant du ministère, rappelons qu'elles ne dépendent pas des affiliations que nous retranscrivons dans les articles que nous produisons. Mais arrêtons-nous ici et prenons un peu de hauteur de vue. Le rôle que nous donne l'État n'est-il pas de faire avancer la science (et non la production scientifique) en mettant à disposition de tous de nouvelles connaissances? En quoi ne respecterions-nous pas nos engagements en choisissant notre affiliation (d'autant qu'en choisir une commune à tous aiderait nos dirigeants à s'enorgueillir d'atteindre les dix premières places, voire la première, du classement de Shanghai si cher à leurs yeux)? À l'opposé, en quoi jouer aux jeux statistiques de *reporting* permanent institués et institutionnalisés par nos dirigeants nous aide-t-il à tenir notre rôle?